

ARRETE TEMPORAIRE
26-UT Voirie-118

portant réglementation du stationnement et de la circulation

Stade Dian, Division Leclerc, Rue Etienne Fajon, rue Roger Salengro, rue Edouard Vaillant, rue de l'Hôtel de Ville, Stade Bernard Lama

LE MAIRE,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

VU le Code pénal

VU le Code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 417-10

VU l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription

VU la délibération du 12 décembre 2002 déclarant d'intérêt communautaire l'ensemble de la voirie du territoire de la Communauté d'Agglomération Plaine Commune à compter du 1^{er} janvier 2003, mais sans qu'il y ait transfert des pouvoirs de police du Maire

VU les délibérations du Conseil Territorial en date du 25 juin 2024, n° CT-24/3836 et CT-24/3837 approuvant le règlement de voirie communautaire et ses annexes,

VU les délibérations du Conseil de territoire du 18 septembre 2023, CT-23/3403 et CT-23/3404, instaurant le Plan arbre 2030

CONSIDÉRANT que la MAIRIE DE VILLETANEUSE PLACE DE L'HOTEL DE VILLE 93430 VILLETANEUSE, va procéder à un parcours Carnaval, Stade Dian, Division Leclerc, Rue Etienne Fajon, rue Roger Salengro, rue Edouard Vaillant, rue de l'Hôtel de Ville, Stade Bernard Lama, le 11 juillet 2026, et qu'il est nécessaire d'arrêter la réglementation temporaire appropriée du stationnement et de la circulation, afin d'assurer la sécurité publique des usagers.

ARRETE

Article 1

Le 11/07/2026, de 12h00 à 14h30, les prescriptions suivantes s'appliquent :

ITINÉRAIRE DE LA DÉAMBULATION

(Stade Dian, Division Leclerc, Rue Etienne Fajon, rue Roger Salengro, rue Edouard Vaillant, rue de l'Hôtel de Ville, Stade Bernard Lama)

- **La circulation des véhicules est interdite le 11/07/2026 de 12h00 à 14h30**, sur l'itinéraire susmentionné, incluant les intersections et abords immédiats, afin de permettre le déroulement de la déambulation. Par dérogation, cette disposition ne s'applique pas aux véhicules de l'entreprise exécutant les travaux (dûment identifiés), véhicules de police et véhicules de secours.

ROUTES BARRÉES

La circulation des véhicules sera interdite le 11/07/2026 de 12h00 à 14h30 aux points suivants :

- Avenue Jean-Baptiste Clément et route de Saint-Leu, au croisement avec la rue Langevin et la rue Carnot (mise en place de 7 barrières – 2 routes barrées)
- Rue Henri Wallon (mise en place de 2 barrières)
- Avenue de la Division Leclerc (rond-point – mise en place de 15 barrières et fermeture de 3 accès)
- Rue Édouard Vaillant, au carrefour avec l'avenue Jean Jaurès et la rue Albert Walter (mise en place de 8 barrières – 2 routes barrées)
- Rue Roger Salengro (fermeture de la voie à la circulation), mise en place de 7 barrières ;
- 16 rue Paul Langevin (Stade Dian côté parking) : mise en place de 3 barrières ;
- Allée Prosper : mise en place de 3 barrières ;

- Rond-point du centre commercial Bienvenu (accès route de Saint-Leu, avenue de la Division Leclerc, rue Gounod, rue Claude Debussy) : mise en place de 6 barrières et fermeture de 3 accès ;
- Rue Marcel Sembat : mise en place de 1 barrière ;
- Rue de l'Hôtel de Ville : mise en place de 2 barrières et fermeture de 1 accès.

Par dérogation, cette disposition ne s'applique pas aux véhicules de police, véhicules de secours et véhicules dûment autorisés.

Article 2 : Signalisation et sécurisation

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place et entretenue par le demandeur pendant toute la durée de l'évènement.

Cet arrêté doit être affiché 48 heures avant le début de l'évènement par le demandeur.

Il est révoquant à tout moment.

Toutes les mesures devront être prises pour protéger les usagers du domaine public.

Le bénéficiaire est responsable, tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des incidents ou accidents de toute nature qui pourraient résulter de l'évènement ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Article 3 - Autres obligations administratives

Cet arrêté ne vaut pas autorisation d'occupation du domaine public pour les installations en surplomb, sur ou sous le domaine public. Le bénéficiaire devra en faire la demande indépendamment le cas échéant.

De même, le bénéficiaire doit laisser l'accès, par quelque moyen que ce soit, aux installations de sécurité et de protection civile.

Article 4 - Responsabilité

Si le technicien du service Voirie de Plaine commune, constatait un manquement au niveau de la sécurité ou de la propreté de l'espace occupé par son activité ou de ses proches alentours, ce dernier pourra intervenir pour faire stopper immédiatement le déroulement de l'évènement jusqu'à mise en conformité.

De même, dans le cas où le bénéficiaire ne respecterait pas les prescriptions techniques définies précédemment ou pour tout dégât occasionné au domaine public, le demandeur sera mis en demeure de remédier aux dégradations, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge de l'entreprise.

Toute infraction au présent arrêté sera constatée par procès verbal et les contrevenants pourront être poursuivis conformément à la loi.

Article 5 - Recours

Le présent arrêté est opposable aux tiers dès sa publication.

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, il pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès de la juridiction administrative compétente, dans les deux mois qui suivent sa notification ou sa publication.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.

Article 6 - Diffusion

Ampliation sera adressée à :

MAIRIE DE VILLETANEUSE, la Directrice de la direction territoriale Nord de Plaine Commune, M. le chef de la Police Municipale, M. le Commandant de la Brigade de la BSPP de Villetaneuse ainsi qu'à tous les agents de la force publique, chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté, qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Villetaneuse, le 5 mai 2026

Déonor EXCELLENT
Le Maire



